



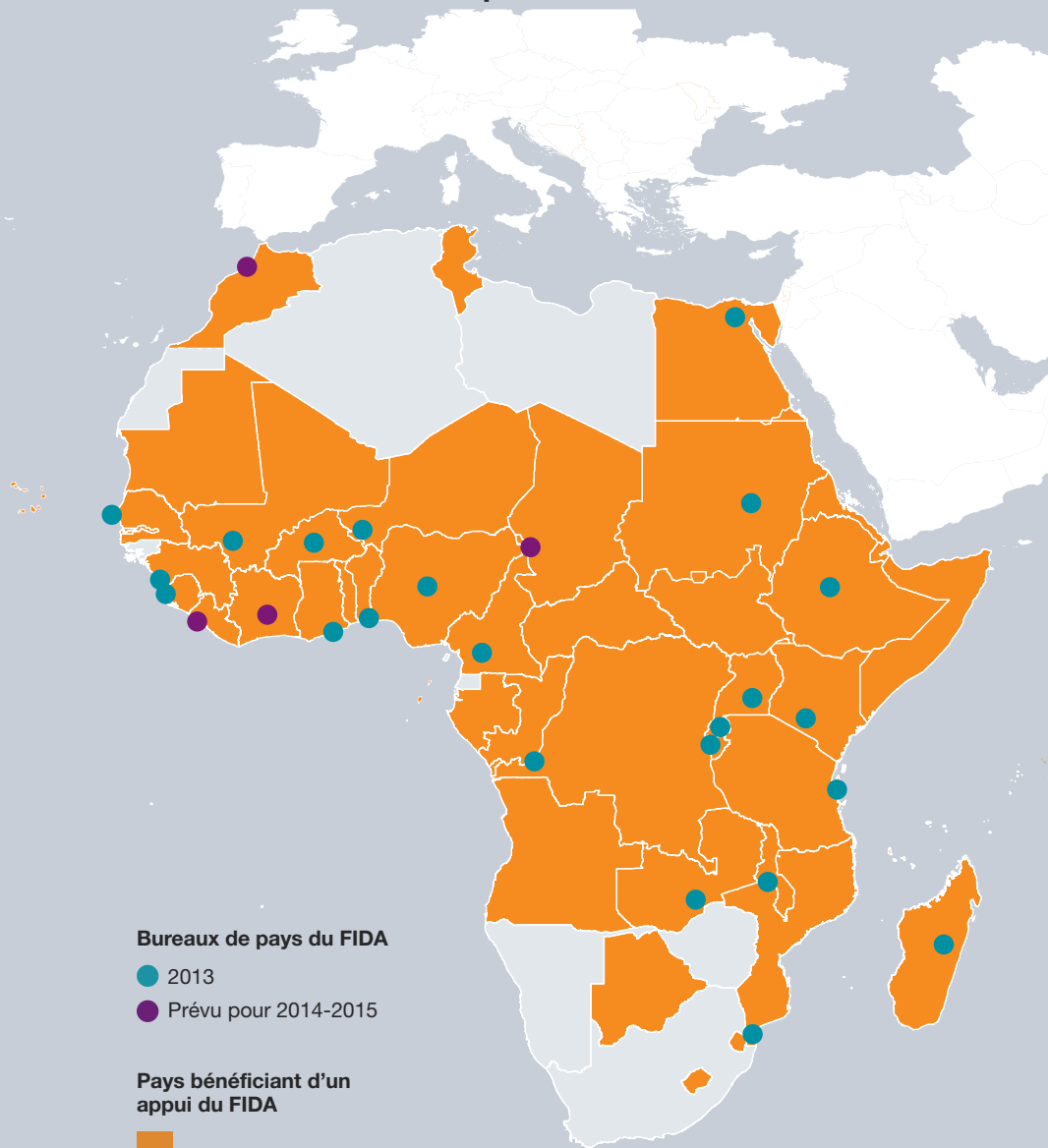
Investir dans les populations rurales



Réaliser le potentiel de l'agriculture africaine

LE FIDA EN AFRIQUE

Action du FIDA en Afrique



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Réaliser le potentiel de l'agriculture africaine

LE FIDA EN AFRIQUE

L'agriculture joue un rôle important en Afrique; elle représente environ 30% du produit intérieur brut (PIB) au sud du Sahara et une part importante de la valeur des exportations. Il n'est donc pas surprenant que, dans la plupart des pays africains, 60% des employés, voire davantage, travaillent dans le secteur agricole.

Pourtant, le potentiel de l'Afrique est loin d'être réalisé. Seuls 6% des terres cultivées sont irriguées en Afrique, contre 37% en Asie, par exemple. L'Afrique possède également la plus grande part des terres non cultivées à fort potentiel de culture pluviale dans le monde. Par ailleurs, les agriculteurs africains utilisent beaucoup moins d'engrais par hectare que leurs homologues en Asie de l'Est et dans le Pacifique.

Lancée par l'Union africaine, "2014, Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire" met en lumière les rôles actuel et futur de l'agriculture en Afrique. Elle souligne l'importance d'améliorer les performances du secteur agricole pour renforcer la sécurité alimentaire, promouvoir une meilleure nutrition, créer des emplois et renforcer la résilience des communautés. Elle met également l'accent sur l'importance de la contribution des petites exploitations, qui représentent 80% de toutes les exploitations agricoles en Afrique subsaharienne.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est fier de faire partie du comité de pilotage de "2014, Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire". Le FIDA soutient depuis 35 ans le développement rural en Afrique en vue de permettre aux populations rurales pauvres de cultiver et de vendre davantage de nourriture, de gagner plus d'argent et de prendre leur vie en main. Nous allouons environ la moitié de tous nos nouveaux financements au continent africain. Nos investissements permettent également de mobiliser des cofinancements en faveur du développement rural et agricole.



©FIDA/Susan Beccio

Le FIDA reconnaît que les exploitations agricoles, quelle que soit leur taille, sont des entreprises. Notre expérience nous permet d'affirmer que, lorsque les petits agriculteurs disposent des ressources nécessaires pour développer leurs activités, ils peuvent créer des communautés rurales dynamiques et résilientes. Il faut pour cela s'assurer que les femmes et les hommes ruraux pauvres bénéficient d'un accès sécurisé et équitable à la terre et aux ressources naturelles.

Ci-dessous, nous présentons l'approche que nous mettons en œuvre en Afrique, une approche axée sur les personnes et qui vise à donner aux petits exploitants les moyens de transformer leur vie.

Bénéficiaires des projets en Afrique, 1978-2014



En **Afrique**, **256 millions** de personnes, sur un **total de 430 millions au niveau mondial**, ont bénéficié de projets appuyés par le FIDA

Décaissements du FIDA en faveur de l'Afrique, 2009-2013

Sur un montant total de 1 479,0 millions d'USD



- Dons au titre du CSD
289,4 millions d'USD - 20%
- Prêts à des conditions particulièrement favorables
1 058,1 millions d'USD - 72%
- Prêts à des conditions intermédiaires
78,6 millions d'USD - 5%
- Prêts à des conditions ordinaires
52,9 millions d'USD - 4%

Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Développement rural axé sur les personnes

Sandile Mkhabela, qui vit dans la région du bassin inférieur de l'Usuthu au Swaziland, avait 29 ans lorsqu'il a vu pour la première fois, un champignon. Trois ans plus tard, il a transformé des bouteilles en plastique, un vieux réfrigérateur et un hangar inutilisé en un atelier dans lequel il produit des pleurotes. Il réfléchit déjà aux moyens de franchiser son entreprise.

Mususkeba Bajo, un agriculteur de la communauté Jahally en Gambie, cuisine et vend un plat de riz connu sous le nom de *nyankatango* en mandingue ou *mbahal* en wolof. Elle ajoute à sa base de riz des légumes, du poisson séché et des haricots pour préparer ce plat, autrefois connu sous le nom de "plat du pauvre". Initialement, elle devait acheter du riz sur le marché. Maintenant qu'elle a acquis un terrain pour ses activités agricoles, elle cultive son propre riz – bâtissant son entreprise à partir de la base.

Mkhabela et Bajo ne sont que deux des 430 millions de ruraux pauvres qui ont bénéficié des programmes financés par le FIDA en Afrique et dans le monde.

Par le biais de ses prêts et dons, le FIDA se concentre exclusivement sur la réduction de la pauvreté rurale, en ciblant certaines des catégories les plus pauvres et les plus défavorisées de la population – les petits agriculteurs, les pêcheurs artisanaux, les femmes sans terre, les jeunes vulnérables, les artisans ruraux, les populations autochtones, entre autres. En Afrique, le FIDA vise à donner aux populations rurales pauvres les moyens d'exploiter le potentiel de l'agriculture au profit de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la croissance économique.

Créer des réseaux d'organisations paysannes

Dans toute l'Afrique, des dizaines de milliers d'organisations paysannes locales fournissent des services à leurs membres et représentent leurs intérêts auprès des décideurs et des partenaires commerciaux. Nombre de ces groupes se sont liés à des organisations nationales, qui à leur tour ont formé des réseaux régionaux (encadré 1).

Les projets financés par le FIDA fournissent de nombreux services de soutien aux organisations paysannes, de l'amélioration de l'accès aux intrants tels que les semences et les pesticides, au renforcement des installations de stockage et de transformation. Outre le financement des plans d'activités, les services consultatifs et les outils de suivi, le FIDA crée également des liens entre les organisations paysannes et les acteurs des filières à travers des partenariats public-privé.

Encadré 1. Création de réseaux en Afrique du Nord

Le Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA), entre 2009 et 2012, au cours de sa phase pilote, a œuvré au renforcement de 55 organisations paysannes nationales dans 39 pays, ainsi que de leurs quatre réseaux régionaux en Afrique subsaharienne. Le programme a permis d'améliorer les capacités de gestion et la transparence de ces organisations, renforçant par la même leur rôle dans les forums politiques, et a contribué à la création de l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles (PAFO).

UMAGRI, une organisation professionnelle créée en 1989, est le cinquième réseau régional à avoir rejoint le programme, au cours de la phase principale (2013-2017). UMAGRI, qui compte des membres en Algérie, en Égypte, en Libye, en Mauritanie, au Maroc, au Soudan et en Tunisie, vise à créer un marché agricole commun au Maghreb et à améliorer la compétitivité des produits agricoles de ses membres.

Dans un premier temps, le PAOPA fournira un appui institutionnel afin d'aider UMAGRI à revitaliser son réseau, y compris dans l'élaboration de positions de principe. La plupart des pays membres lanceront des projets pilotes en vue de cibler les activités économiques locales, de promouvoir l'entrepreneuriat agricole des femmes rurales, de mettre en place des filières et de faciliter l'accès aux intrants. La finalité du programme consiste à donner aux organisations paysannes en Afrique du Nord les moyens de devenir des organisations efficaces, fiables et stables, en mesure de représenter efficacement leurs membres et de fournir aux agriculteurs de bons conseils.

Le PAOPA fournit désormais une assistance à 68 organisations paysannes nationales dans 49 pays.

Créer des opportunités pour les femmes et les jeunes

Dans les communautés rurales pauvres, les femmes et les jeunes sont souvent les membres les plus marginalisés et les plus vulnérables de la société. Pourtant, les femmes, lorsqu'elles ont les moyens d'agir, participent au renforcement des moyens de subsistance de la famille, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et au renforcement de la résilience face au changement climatique et à l'instabilité socioéconomique. Par ailleurs, un environnement rural productif permet non seulement de créer des emplois pour la jeune génération, mais également de renforcer la sécurité alimentaire et d'endiguer les flux migratoires vers les centres urbains.

Le FIDA est l'un des chefs de file de la lutte contre les inégalités entre les sexes, tant au niveau des politiques qu'au niveau des programmes. À titre d'exemple, grâce à un projet dans la région d'Amhara en Éthiopie, plus de la moitié des femmes chefs de ménage ont obtenu des certificats fonciers, leur permettant de sécuriser leurs droits à la propriété, à l'exploitation et au transfert des terres. Dans le cadre du Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, qui a remporté en 2013 le Gender Award décerné par le FIDA, plus de 11 000 membres, à 93% des femmes, ont rejoint les quelque 660 groupes d'épargne et de crédit établis par le programme. Ces groupes ont permis aux femmes rurales de développer une forte culture de l'épargne, de prendre confiance en elles et de rehausser leur statut social. Un autre projet au Maroc a permis de renforcer le rôle que jouent les femmes dans la vie sociale et économique de leur communauté (encadré 2).

Le FIDA a également renforcé son action en faveur des jeunes africains. Au niveau des politiques, une étude récente cofinancée par le FIDA a montré comment les organisations pouvaient aider les jeunes agriculteurs à surmonter les contraintes auxquelles ils étaient confrontés pour accéder à la terre, aux marchés, aux financements, aux technologies et au renforcement des capacités. Sur le terrain, le FIDA a soutenu plusieurs projets novateurs axés sur les jeunes, y compris un projet qui cible les jeunes vulnérables dans le delta du Niger (encadré 3).

©FIDA/Susan Beccio



Encadré 2. La voie de l'égalité au Maroc

Dans les régions montagneuses de la province d'Al-Haouz au Maroc, le FIDA a œuvré au côtés des femmes rurales en vue d'améliorer leur accès au crédit et leur participation aux prises de décisions communautaires. Le projet a permis de créer 20 associations de femmes et à près de 5 000 femmes de bénéficier de cours d'alphabétisation.

Dans le village de Ouauisseft, le projet a construit une voie de desserte de 3 kilomètres en vue de permettre aux femmes d'économiser du temps sur le transport de l'eau. Les femmes ont ainsi pu chercher de nouvelles façons de générer des revenus – de la récolte d'herbes et de plantes médicinales à la broderie. Les femmes ont également mis en place un service de garde d'enfants dans leur village afin de pouvoir gagner un revenu sans pour autant négliger leurs enfants.

Alors que l'objectif de la construction de la nouvelle route était simplement de réduire les coûts de transport, elle a apporté beaucoup plus à la communauté – et en particulier aux femmes. Grâce au rôle plus actif qu'elles jouent désormais dans la vie de la collectivité, les femmes ont gagné en assurance. Les hommes apprécient également leurs contributions, et ainsi les comportements à l'égard des femmes ont commencé à changer.

Encadré 3. Les poissons-chats et les légumes transforment la vie des jeunes vulnérables au Nigéria

Le Nigéria est à la fois le pays le plus peuplé d'Afrique et celui qui compte la plus grande population de jeunes dans la région. Or, environ 70% des Nigériens de 15 à 24 ans sont au chômage. Exploiter cette énergie créative pourrait aider à transformer le pays et créer un élan pour l'ensemble du continent.

Dans le delta du Niger, une région plus connue pour la violence que pour l'agriculture, l'action du FIDA est axée sur les jeunes défavorisés à travers le Programme de gestion des ressources naturelles. Le programme a aidé des jeunes à faire de leurs élevages de poissons-chats et de leurs fermes maraîchères des entreprises rentables et dynamiques en leur fournissant des ressources financières et techniques. Le programme a également permis de renforcer la cohésion de la communauté, de réduire la violence et d'améliorer l'accès à des aliments nutritifs.

Plus de 20 000 emplois ont été créés grâce à ce programme, participant ainsi à renforcer l'insertion des jeunes dans leurs communautés. Les jeunes agriculteurs de la région sont devenus des modèles qui contribuent à la richesse et à la stabilité de la région et qui démontrent que les entreprises peuvent y prospérer.

Partage des savoirs, des technologies et des outils

Il existe différentes manières d'investir dans le capital humain. Au Sénégal, un projet du FIDA a renforcé les capacités des femmes rurales jouant un rôle de dirigeant par le biais de sessions de formation axées sur des connaissances techniques, l'entrepreneuriat et la commercialisation, mais aussi sur des compétences non techniques telles que la communication, la négociation, le lobbying et le plaidoyer. Un des projets mis en place à Madagascar comportait un volet de renforcement des capacités des jeunes par le biais de formations, et un volet d'investissements en vue de moderniser les infrastructures (encadré 4).

Établir des partenariats

Depuis sa création, le FIDA a toujours reconnu l'importance de la collaboration. Nous mettons en œuvre des partenariats stratégiques – entre des donateurs bilatéraux, des gouvernements, des organismes de recherche dans le secteur privé et des organisations de petits producteurs et de producteurs ruraux, entre autres. En impliquant d'autres acteurs, nous optimisons l'utilisation de nos ressources, nous faisons la promotion de notre approche et nous nous assurons que les investissements profitent aux populations rurales pauvres.

En effet, pour les ruraux pauvres, les dividendes générés par des investissements judicieux vont souvent bien au-delà de la promotion de la croissance économique et de la création d'emplois. Le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, par exemple, a renforcé la cohésion sociale au sein de la communauté Elhimir dans l'État du Kordofan-Nord. La construction d'un bassin de rétention à proximité des maisons a non seulement réduit les conflits provoqués par la pénurie d'eau, mais a également permis aux familles d'utiliser à bon escient le gain de temps. D'où une augmentation de la production agricole et du revenu des ménages, et une amélioration de la santé infantile et de la scolarisation surtout chez les filles.

Le FIDA joue un rôle déterminant dans l'établissement de conditions propices à l'épanouissement de partenariats public-privé-producteurs en Afrique (encadrés 5 et 6). D'une part, nous travaillons avec les gouvernements pour les aider à créer une infrastructure et un contexte politique favorables. D'autre part, nous contribuons à forger des liens entre les petits producteurs et les entreprises privées. Surtout, nous nous assurons que les groupes marginalisés, tels que les femmes rurales pauvres et les minorités ethniques, bénéficient de tous les partenariats que nous soutenons.

Encadré 4. Innovation à Madagascar

Les innovations techniques et la mécanisation sont essentielles en vue de consolider les récents gains de productivité agricole à Madagascar. La formation professionnelle des petits producteurs ruraux et l'appui à la modernisation des exploitations rurales sont donc au cœur du développement agricole du pays.

Pour répondre à ces besoins, le FIDA a lancé en 2013 le Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD). L'objectif du programme est d'atteindre environ 7 millions de personnes – environ 20% de la population du pays. Le programme est particulièrement axé sur les groupes vulnérables, notamment les jeunes ruraux qui n'ont pas été au terme de leur cycle scolaire et les jeunes femmes chefs de ménage.

FORMAPROD travaillera directement avec les autres projets financés par le FIDA dans le pays pendant 10 ans, en vue d'identifier et de former de jeunes agriculteurs, des techniciens agricoles et des agents de vulgarisation, et de soutenir la formation professionnelle continue dans les 13 régions du pays. À travers des investissements dans les infrastructures et la productivité agricoles, le programme appuiera la Stratégie nationale de formation agricole et rurale, ainsi que des initiatives de formation régionales.

Compte tenu de son échéance à relativement long terme, FORMAPROD aidera Madagascar à semer les graines qui assureront l'avenir des futures générations d'agriculteurs et à faire de l'agriculture paysanne une activité moderne et professionnelle.

©FIDA/Carina Giorgi



Encadré 5. Accès des agriculteurs ruraux kényans au crédit

Le Gouvernement kényan, en partenariat avec l'Union européenne, a mis en place un système de subventions agricoles pour faciliter l'accès des petits agriculteurs aux intrants améliorés, notamment les semences et les engrais améliorés, ainsi qu'à des formations sur des pratiques agronomiques. Grâce à ce système, la productivité agricole a augmenté de 150% en une seule année. Cependant, des craintes ont été soulevées quant à la capacité des agriculteurs de maintenir cette augmentation sans l'aide des intrants subventionnés.

Le FIDA a négocié un partenariat avec Equity Bank, l'une des principales banques rurales en Afrique, afin d'investir 3,7 millions d'USD dans le programme en vue de créer des liens entre les petits agriculteurs et les services financiers. Outre l'augmentation des rendements, les liens avec une institution financière permettront d'améliorer l'accès au crédit formel des agriculteurs et ainsi de pérenniser les investissements.

En fournissant aux petits exploitants des intrants et des techniques agricoles améliorés, le FIDA, l'Union européenne et le Gouvernement kényan ont créé une plateforme permettant aux petits exploitants de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. Ce partenariat public-privé devrait devenir un partenariat phare et permettre aux exploitations familiales d'améliorer la sécurité alimentaire et d'accroître leurs revenus.

Encadré 6. Des financements pour revitaliser les petites plantations de café et de cacao

Dans le cadre du projet quinquennal de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations (STCRSP), le FIDA a financé le premier partenariat public-privé au Libéria. Un exportateur du secteur privé, la Liberia Agriculture and Asset Development Company (LAADCO), et le Ministère de l'agriculture ont uni leurs forces pour revitaliser les plantations de café et de cacao des petits producteurs.

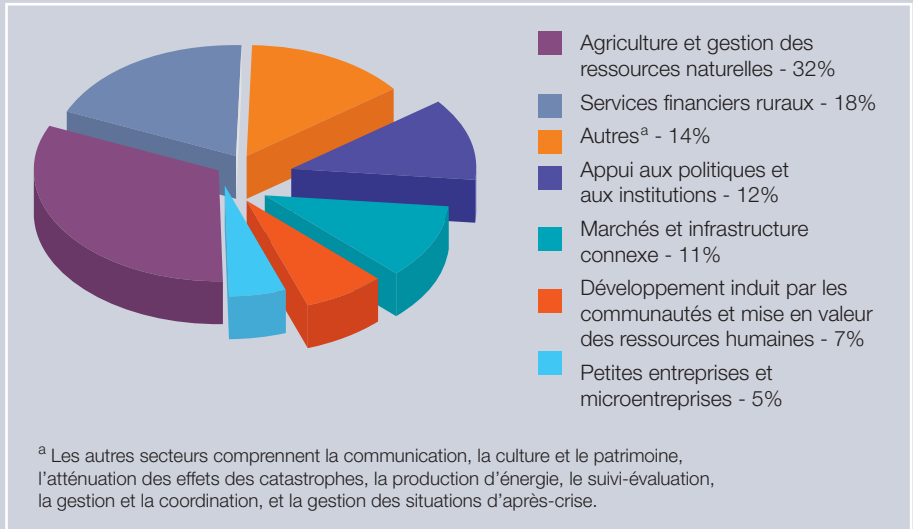
À ce jour, LAADCO a investi plus d'un million d'USD pour aider les membres de trois coopératives à réhabiliter 1 000 hectares de plantations de café et de cacao appartenant à de petits exploitants. Les fonds ont servi à former des équipes de vulgarisateurs composées de techniciens, d'agronomes et de superviseurs, à acheter des camionnettes et des motos et à fournir des préfinancements indispensables pour les fonds de roulement des coopératives.

LAADCO est un acheteur opérationnel et représente un marché pour les coopératives et les agriculteurs de la zone du projet. Il paie jusqu'à 50% de plus que les intermédiaires traditionnels, ainsi qu'une commission de 10% aux coopératives. Grâce à la plus grande capacité de LAADCO, les ventes ont également augmenté. Au total, environ 1 000 petits exploitants ont bénéficié de ce partenariat.

Avec l'appui du FIDA, le gouvernement et LAADCO explorent des possibilités de réhabiliter 15 000 hectares supplémentaires de plantation de cacao et de café. LAADCO s'est engagé à investir 5 millions d'USD pour cofinancer cet objectif.



Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur, dans les pays africains



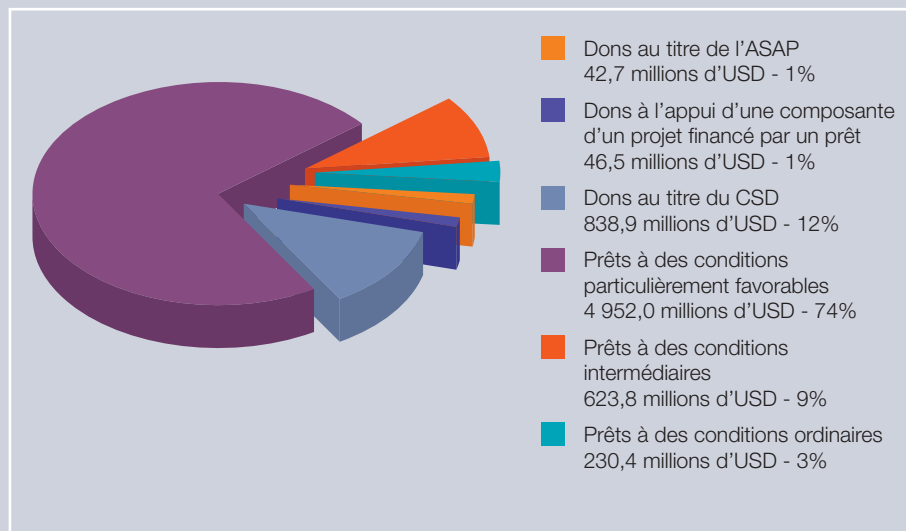
À l'avenir

Alors que la date fixée pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) approche, "2014, Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire" vient à point nommé pour mettre en valeur l'importance de l'agriculture pour le développement durable et le nouveau programme du développement pour l'après-2015.

Le FIDA a contribué aux processus de haut niveau en vue de l'élaboration du programme pour l'après-2015, en rappelant notamment aux décideurs que les ruraux, femmes et hommes, devaient jouer un rôle central dans l'éradication de la pauvreté et la promotion d'une croissance sans exclusive. En mai 2013, nous avons créé un groupe de travail pour coordonner notre participation à ces divers processus et promouvoir notre vision pour des zones rurales productives, résilientes et durables.

Financements du FIDA en Afrique en termes de types de financement, 1978-2013

Sur un montant total de 6 734,4 millions d'USD



Le FIDA est d'accord avec les résultats d'une consultation mondiale de haut niveau sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, qui s'est tenue à Madrid en 2013. Les participants ont préconisé une "nouvelle sorte de partenariats, éclairés et fondés sur des principes", centrés sur les petits exploitants – femmes et hommes sans distinction.

Les dimensions de la pauvreté sont multiples: ressources et revenus insuffisants, faim et malnutrition, problèmes de santé, accès limité à l'éducation et à d'autres services de base, logements insalubres, insécurité, discrimination et exclusion. En outre, souvent, la pauvreté est associée à l'absence de véritable participation à la vie civile, sociale et culturelle. Le programme de développement pour l'après-2015 doit encourager les gouvernements et les autres acteurs à instaurer les conditions nécessaires à l'émancipation économique et sociale des populations rurales pauvres, en particulier des populations les plus défavorisées.

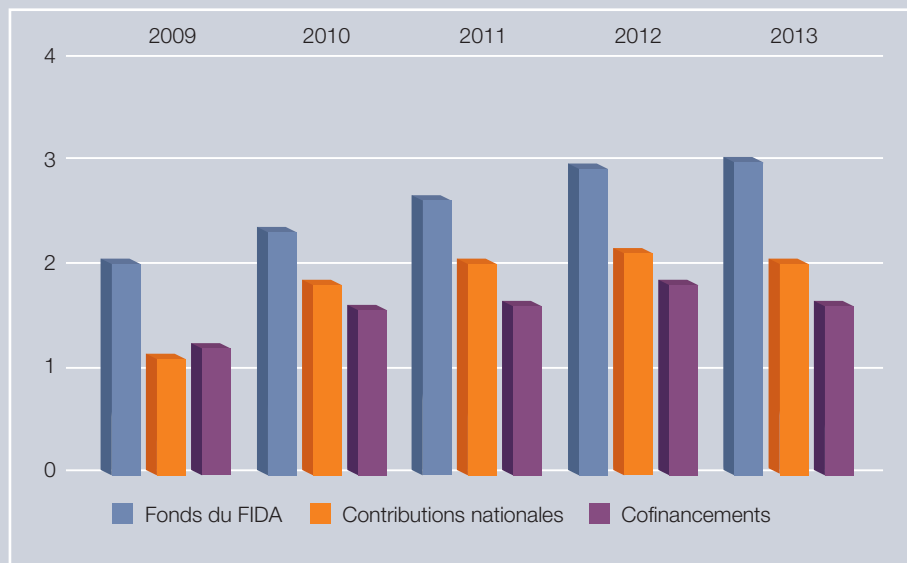
Le FIDA estime que la marginalisation sociale et économique pourrait s'aggraver dans les zones rurales. Dans un monde de plus en plus urbanisé, les secteurs ruraux doivent être transformés pour pouvoir assurer la fourniture accrue de produits alimentaires, d'eau salubre et de services environnementaux. Par ailleurs, les économies urbaines et rurales devenant de plus en plus interdépendantes, il s'agit aussi de renforcer les liens qui les unissent afin de générer des avantages mutuels.

Face au durcissement des conditions environnementales provoqué par le changement climatique, au rajeunissement de la population rurale et aux changements spectaculaires survenus sur les marchés, l'agriculture doit être transformée pour atteindre son plein potentiel. Il est nécessaire d'améliorer l'accès des petits agriculteurs aux financements, à l'investissement, aux filières et aux marchés. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place un environnement institutionnel et politique propice qui protège les agriculteurs, qui établit des normes et des garde-fous en vue de garantir des investissements responsables et qui favorise la bonne gouvernance.

Pour réduire la pauvreté, il convient d'apporter une attention particulière au renforcement de la résilience des ménages ruraux pauvres et de leurs moyens de subsistance face aux chocs. À titre d'exemple, le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), mis en œuvre par le FIDA, vise à améliorer la résilience au changement climatique des programmes de développement rural à grande échelle et à renforcer les capacités d'au moins 8 millions de petits exploitants agricoles. Le premier don au titre de l'ASAP a été octroyé en 2012 à la République du Mozambique en appui au Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo (PROSUL).

Portefeuille en cours du FIDA dans les pays africains

Montants en milliards d'USD



©Joel Bouopda Tatou



Un appel à l'action

Quand il s'agit de mettre en valeur l'agriculture, les pays africains reconnaissent qu'ils doivent prendre l'initiative.

En juillet 2003, lors du sommet de l'Union africaine à Maputo, au Mozambique, les dirigeants africains se sont engagés à allouer au moins 10% de leurs ressources budgétaires nationales au secteur agricole et à atteindre au moins 6% de croissance agricole par an. Au cours de la même année, ils ont adopté le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), et se sont ainsi engagés à développer l'agriculture dans leurs pays à travers des plans d'investissement définis. Enfin, en 2006, les dirigeants africains se sont engagés à consacrer 1% du PIB agricole à la recherche et au développement agricoles.

Au cours de la décennie qui a suivi la Déclaration de Maputo, moins de 20% des pays ont rempli les engagements pris lors du sommet; plus de 30 pays ont signé le pacte du PDDAA, au moins 19 pays ont approuvé des plans détaillés en vue d'accélérer le développement agricole; et 8 pays ont dépassé l'engagement relatif à la recherche-développement.

En vue de renforcer les investissements dans les espaces ruraux, les systèmes de production, les marchés de consommation, les ressources naturelles et les services environnementaux, et d'influencer le programme de développement pour l'après-2015, le FIDA soutient l'appel pour un "accord de Maputo amélioré"¹:

- Accroître les investissements et améliorer les services aux petits agriculteurs et agricultrices, en établissant notamment des calendriers précis pour répondre aux engagements existants.
- Prioriser et accélérer les politiques et les investissements qui soutiennent les petits exploitants agricoles.
- Accroître la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans la mise en œuvre d'un cadre amélioré de Maputo, tout en incluant les petits exploitants agricoles dans ces processus.

1 Adapté à partir de One.org, http://one-org.s3.amazonaws.com/us/wp-content/uploads/2013/10/131008_ONE_Maputo_FINAL.pdf





Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com
 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
 www.facebook.com/ifad
 www.twitter.com/ifadnews
 www.youtube.com/user/ifadTV

Juin 2014